



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_093

TRANSITIONS ECOLOGIQUES - CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC LA MAIF POUR LE DON D'ÉQUIPEMENTS D'INVENTAIRES FAUNISTIQUES- AUTORISATION

Mme Caroline SAMPIC, conseillère municipale déléguée - La Ville de Montivilliers s'engage dans une démarche de préservation de la biodiversité locale, notamment à travers sa labellisation Territoire Engagée pour la Nature (TEN) depuis 2020. Le programme Piqu'en ville est une des actions fortes du TEN 2026-2029.

Ce programme proposé par le Groupe Mammalogique Normand a pour but de reconnecter les espaces publics et les jardins privés grâce à la création de passages de 15 cm de diamètre dans les clôtures et les murs. Ces passages permettent à la petite faune mammalienne de circuler à l'abri des axes routiers et donc d'éviter la mort par collision. Dans la continuité de ce programme la Ville de Montivilliers souhaite mener des inventaires faunistiques sur son territoire afin de connaître la composition de sa faune mammalienne. C'est pourquoi, la MAIF, engagée dans une politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), propose un don de matériel, deux pièges photographiques. Ce partenariat s'inscrit dans une volonté commune de soutenir des actions concrètes en faveur de l'environnement et de la connaissance des écosystèmes locaux.

La présente délibération a pour objet d'autoriser la signature d'un contrat de partenariat avec la MAIF, formalisant les modalités de ce don et son affectation à des fins d'intérêt général.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et suivants relatifs aux compétences des communes en matière de gestion des affaires locales ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, favorisant les partenariats entre collectivités territoriales et acteurs privés dans le cadre de projets d'intérêt général ;

VU le rapport de Mme Caroline SAMPIC, Conseillère municipale déléguée en charge des Pratiques Sportives et de la Nature en Ville ;

VU la commission municipale n°3 « Cadre de vie et transitions écologiques » réunie le 28 mai 2026, consultée ;

CONSIDÉRANT

- l'engagement de la Ville de Montivilliers en faveur de la préservation de la biodiversité, illustré par le programme Piqu'en ville et la nécessité de disposer d'outils adaptés pour mener des inventaires faunistiques ;
- que le don proposé par la MAIF : deux pièges photographiques sont des équipements essentiels pour la réalisation de ces inventaires ;
- que ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la politique RSE de la MAIF, en cohérence avec les objectifs de transition écologique portés par la collectivité ;
- qu'il est nécessaire de formaliser ce partenariat par un contrat afin d'encadrer l'utilisation de ces matériels.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** Le principe du partenariat avec la MAIF, et le contrat annexé à la présente délibération,
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer ledit contrat ainsi que tout document s'y rapportant

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr